

Législatives : les grandes entreprises alertent contre un «risque majeur» de «décrochage durable» de l'économie

Par Wladimir Garcin-Berson

Publié il y a 29 minutes, mis à jour il y a 2 minutes



«Le résultat des élections législatives déterminera la position et la crédibilité de la France vis-à-vis de ses partenaires européens et internationaux», souligne l'Afep. *Jerome / stock.adobe.com*

Sans citer nommément le RN ou le Nouveau front populaire, l'Afep, qui regroupe 117 grands groupes tricolores, se prononce contre les «tentations d'isolement international et de fuite en avant budgétaire», durant les élections à venir.

Les grandes entreprises prennent à leur tour position pour les élections législatives. Dans un communiqué, ce lundi, l'Association française des entreprises privées (Afep) précise ses attentes pour les deux scrutins à venir. Et sonne l'alarme, alors que ces votes «*sont absolument décisifs pour l'avenir économique, social et environnemental du pays*».

«L'Afep prend part au débat car le résultat des élections législatives déterminera la position et la crédibilité de la France vis-à-vis de ses partenaires européens et internationaux, et donc sa capacité à agir pour ses intérêts dans un monde qui se fractionne et où les conflits se multiplient», relève l'organisation. L'Afep, qui regroupe 117 grandes entreprises comme Air France-KLM, Airbus, Engie, L'Oréal, Shell, LVMH ou Michelin, rappelle que les positions des Français, durant ces élections, vont conditionner *«la capacité des grandes entreprises et leurs millions de salariés à poursuivre leur développement, à innover et à maintenir l'emploi et le pouvoir d'achat»*.

L'Association prend fermement position contre les *«tentations d'isolement international et de fuite en avant budgétaire»*, sans citer pour autant nommément les programmes incriminés. Elle alerte sur un *«risque majeur»* : *«celui du décrochage durable de l'économie française et européenne»*, aux effets massifs sur l'emploi et le *«modèle social»* tricolore. À la place, l'organisation prône *«la stabilité»*, *«la poursuite de la mobilisation en faveur du travail»* ainsi que *«l'ouverture»*, seules valeurs aptes à soutenir l'activité dans l'Hexagone, aux côtés de *«l'approfondissement de la transformation des services publics»* et de *«la responsabilité budgétaire»*.

Le Medef plaide «la cohérence», la CPME critique le projet «inquiétant» du Nouveau front populaire

Inédites, ces déclarations répondent aussi à un appel de Bruno Le Maire. Mardi dernier, le patron de Bercy appelait les entreprises, petites comme grandes, à *«se mouiller»*, en disant *«clairement ce qu'ils pensent des programmes économiques des uns et des autres. Les paroles d'estrade, c'est très bien, mais la réalité économique, c'est autre chose»*, s'agaçait alors le ministre de l'Économie et des Finances. Si les organisations planchaient, dans un premier temps, sur une déclaration commune, elles n'ont, depuis, que réagi tour à tour, et timidement, sans appeler à voter clairement pour un parti. Au contraire des syndicats, qui ont même organisé des manifestations *«contre l'extrême-droite»*, ce samedi.

Cette prise de position intervient quelques jours après celle du Medef. Dans un communiqué, mardi dernier, l'organisation patronale avait dit soutenir «*les projets favorables aux réformes économiques et à l'ambition européenne, dans le respect de la démocratie sociale*». Elle défendait, elle aussi, la «*cohérence*» et la «*stabilité économique*», appelant à poursuivre et consolider les réformes menées depuis sept ans. «*Certains proposent des mesures économiques contraires à ces objectifs [...] qui se traduiront inmanquablement par une nouvelle dégradation de nos finances publiques et par des hausses d'impôt pour les ménages et les entreprises, détériorant le pouvoir d'achat et nos capacités d'investissement*», ajoutait le mouvement. Et de saluer l'inclusion européenne, «*atout considérable*» pour les entreprises du vieux continent.

La CPME, de son côté, a tout de même critiqué le projet «*inquiétant*» du Nouveau front populaire, qui «*ferait immédiatement décrocher notre économie*». L'organisation patronale appelle ainsi les partis à «*retrouver le sens des réalités auxquelles, quoi qu'ils en disent, ils ne pourront pas échapper*». Sans, encore une fois, prendre position en faveur d'un camp.

La rédaction vous conseille

- **Législatives : l'incertitude politique bouleverse déjà la vie des entreprises**
- **Législatives : Le Maire appelle les chefs d'entreprise à «se mouiller» en dénonçant le programme «marxiste» du RN**

Sujet

Election législative
